10 novembre

Projet de Crédit au Ministère des Finances

Séance du 10 novembre 1831.

MESSEURS,

J'ai l'honneur de vous faire le rapport sur le crédit à accorder au ministère des finances.

Les besoins pour le chapitre du budget intitulé *de la dette publique*, ont été évalués à 1,318,124 florins.

La commission a cru devoir en retrancher fl. 35,000 sur celle de 65,000 demandée pour les traitemens d'attente : les 30,000 florins accordés seront payés par M. le ministre aux employés, que la nécessité dans laquelle ils se trouvent, ne permet pas de laisser attendre davantage.

Vous savez, Messieurs, que les traitemens d'attente doivent leur origine à l'art. 17 de l'arrêté du 14 septembre 1814; si la commission vous propose d'ajourner le paiement d'une partie de ces traitemens, jusqu'à la révision des pensions, c'est que la légalité des traitemens d'attente est moins constante, et que la somme allouée paraît suffire pour les besoins pressans.

Quant aux pensions, le provisoire est accordé au titre; le congrès national l'a admis également pour le premier semestre : la commission a reçu l'assurance du ministre qu'aucune pension n'est payée cumulativement avec un traitement.

La somme pour secours aux anciens employés et pour supplément à la caisse de retraite, n'est accordée par la commission qu'à titre d'avance, pour autant qu'après la liquidation du syndicat et de la caisse de retraite, cette somme puisse et doive être refournie au trésor. Il a paru que le retard de sa liquidation était un motif suffisant pour engager le gouvernement à accorder cette somme.

Les secours aux anciens employés sont ici joints au supplément à la caisse de retraite, parce que ces secours étaient également perçus sur la caisse de retraite par les employés qui, ayant fait des versements à la caisse, ont été réformés avant d'avoir obtenu droit à la retraite.

Passant aux dépenses de l'administration des finances, les observations sont rédigées dans l'ordre des articles du budget.

L'art. 1^{er} comprend l'administration centrale. M. le ministre a fait remarquer que cette administration est plus simple que dans les états voisins.

Le tableau des employés du secrétariat a été présenté à la commission, il sera déposé sur le bureau de la Chambre. Le chef de division pourra l'an prochain être employé à d'autres fonctions, cette place n'étant pas nécessaire.

Quant à l'administration de la trésorerie, la commission a pensé que le traitement de l'administrateur pouvait être réduit pour l'an prochain de 5000 à 4000 florins; elle a appelé l'attention du ministre sur les réductions qu'il serait convenable de faire à l'égard de certains traitemens, en procédant avec autant d'uniformité que possible. Elle croit que le traitement des chefs de division devra être réduit à 2000 florins, d'autant plus que ce titre est ici supérieur à leur emploi véritable, qui est celui de chef de bureau.

La commission a discuté s'il ne conviendrait pas de supprimer la place d'administrateur des contributions directes, vu qu'il y a deux directeurs; toutefois elle n'a pas fixé son opinion.

Le traitement de l'inspecteur-général a paru à la majorité devoir être réduit à 3500 florins.

Le traitement de l'administrateur des postes devra être réduit de 5000 florins à 4000, d'autant plus qu'il a un logement gratuit, ce qui compense la fonction de directeur qu'il remplit cumulativement avec celle d'administrateur. La place d'inspecteur pourrait être supprimée en chargeant un contrôleur de faire les tournées.

Le traitement du chef de la première division peut être réduit de 3000 à 2500 florins.

M. le ministre a partagé l'opinion de la commission qu'il convient de fixer les frais de tournée des inspecteurs-généraux du cadastre par journées, sans frais de séjour.

La section II, comprenant les frais dans les provinces, a donné lieu aux observations suivantes :

Sur l'art. 2.

La commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'augmenter les traitemens des administrateurs du trésor; ils sont fixés pour Anvers à 3750 florins; pour le Brabant, les deux Flandres et le Hainaut à 4500; pour les provinces de Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur à 3000.

Sans préjudice au supplément de traitement auquel les administrateurs pourront justifier avoir droit.

Sur l'art. 3.

La commission a été frappée de l'énormité des frais de perception et du grand nombre d'employés qu'exige ce système, surtout des impôts indirects.

Sur l'art. 5.

La commission a remarqué que les frais d'administration des postes absorbent plus du tiers de la recette.

La majorité pense qu'il serait possible de trouver un moyen de transport plus prompt, plus fréquent et plus économique; elle doute si ce but ne pourrait pas être atteint par la voie des messageries; elle pense qu'il serait utile d'étendre autant que possible le service des postes aux communes rurales.

Sur l'art. 6.

On a remarqué que les opérations du cadastre ne sont encore terminées dans aucune province, et qu'il est indispensable de les accélérer autant que possible.

Il résulte de ce rapport que la commission ayant examiné la demande de fonds autant que la brièveté du temps l'a permis, a cru devoir l'allouer, sauf la réduction de florins 35,000 relativement aux traitemens d'attente, et sous la réserve relativement au supplément en faveur de la caisse de retraite, qui devra être faite formellement.

M. le ministre a promis d'examiner mûrement les diverses opinions émises par la commission sur une diminution de dépenses à opérer pour l'an prochain. A cet égard la commission croit devoir déclarer que son intention n'est pas de voir priver les employés d'un juste salaire, mais de réduire ce qui semble excessif, et surtout de voir supprimer des places peu utiles.

Une investigation détaillée ne doit pas surprendre dans un moment où l'état est obéré, et alors surtout qu'il s'agit d'établir l'administration sur un pied qui la mette à l'abri de toutes les critiques dont l'ancienne a été si souvent l'objet. Ce résultat entièrement obtenu, aucun employé n'aura plus à craindre des discussions sur son traitement, et tous jouiront d'une considération d'autant plus méritée, que la nation aura acquis la conviction qu'ils ne reçoivent qu'une juste indemnité pour les services qu'ils lui rendent.

Cette courte explication des motifs qui ont guidé la commission dans l'examen des budgets des divers ministères lui a paru utile pour répondre à quelques objections.

Il me reste à conclure.

Les crédits demandés pour le ministère des finances pour l'exercice de l'année entière est de	fl. 8,698,726	25
Ceux accordés montent à	4,948,000	
Le ministère a demandé pour complément la somme de fl.	3,750,726	25
La commission a retranché fl.	38,000	
La commission a l'honneur de vous proposer de lui allouer en sus de l'excédent fl.	3,715,726	25

Le tableau annexé à la demande sera déposé sur le bureau de la Chambre.

Fait et arrêté le novembre 1831.

ANGILLIS, *président.*

G. LEGRELLE.

Baron OSY.

LECLERCQ.

DELHOUNGNE.

DE THEUX, *rapporteur.*

ICES,

PROJET DE LOI.

H.

Considérant que le budget des dépenses n'a pas été arrêté jusqu'à ce jour ;

Revu le décret du congrès national du 20 juillet (Bulletin officiel, n° 184), par lequel des crédits ont été alloués pour assurer la marche de l'administration et pourvoir aux besoins de l'État pendant le troisième trimestre de cette année, et vu l'urgence d'y pourvoir pour le quatrième trimestre :

ART. I^{er}.

Le ministère des finances est autorisé à disposer de l'excédent des crédits qui lui ont été alloués.

ART. II.

Il est alloué au ministère des finances pour satisfaire aux besoins du quatrième trimestre, la somme de fl. 3,715,726 25 cents.

5 ÉTAT

Des dépenses à ordonnancer par le Ministre des finances, pour 1831.

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	DÉPENSES VISÉES PAR LA COUR DES COMPTES.	DÉPENSES FAITES ET NON ENCORE VISÉES PAR LA COUR DES COMPTES.	DÉPENSES INDISPENSABLES RESTANT A FAIRE.	OBSERVATIONS.	
DETTE PUBLIQUE.					
Intérêts du livre auxiliaire de la dette active.	144,560 . »	» . »	144,560 . »		
Intérêts de l'emprunt volontaire et patriotique	» . »	11,017 . 56	6,890 . 69		
Remboursement de cet emprunt.	» . »	249,250 . »	49,750 . »		
Remboursement des consignations.	27,300 . »	80,478 . 84	27,221 . 16		
Intérêts des cautionnements.	34,337 . 92	» . »	61,662 . 08		
Pensions ecclésiastiques.	330,282 . 89	» . »	192,284 . 11	<p>La gratification revenant aux pensionnaires ecclésiastiques, se paie avec le 1^{er} semestre de la pension. C'est le motif pour lequel la somme liquidée pour le premier semestre est infiniment plus forte que celle restant à payer.</p> <p>(1) Les pensions du Limbourg du 1^{er} semestre n'ayant pu être payées parce que toutes les pièces n'étaient pas parvenues, les dépenses restant à faire sont nécessairement beaucoup plus fortes que celles faites. Les brevets déjà fournis montent à plus de 80,000 florins.</p> <p>(2) La caisse des secours et récompenses a fait l'avance des pensions nationales, mais ces avances doivent lui être remboursées.</p>	
Pensions civiles.	68,969 . 83 $\frac{1}{2}$	» . »	(1) 161,030 . 16 $\frac{1}{2}$		
Pensions nationales.	» . »	» . »	(2) 97,433 . »		
Pensions militaires	250,707 . 20	» . »	(1) 399,292 . 80		
Rentes viagères.	» . »	» . »	6,000 . »		
Secours aux anciens employés et supplément à la caisse de retraite.	17,000 . »	» . »	107,000 . »		
Traitemens d'attente.	» . »	» . »	65,000 . »		
			1,318,124 . »		
MINISTÈRE DES FINANCES.					
Administration centrale.	125,063 . 14 $\frac{1}{2}$	» . »	(3) 76,716 . 83 $\frac{1}{2}$		<p>(3) Le montant de la retenue sur les appointements figure dans les dépenses restant à faire, parce que, la cour des comptes visitant les états collectifs déduction faite de cette retenue, ce ne pourra être qu'après la fin de l'année que cette opération sera régulière en recettes et en dépenses.</p> <p>(4) Dans les dépenses restant à faire se trouvent les frais à rembourser à la banque du chef de ses fonctions de caissier de l'état pour toute l'année 1831.</p> <p>(5) Dans cette somme se trouvent compris les frais de perception du nouvel emprunt (262,500 f.) qui n'avaient pu être prévus dans le budget général présenté avant la loi qui autorise cet emprunt.</p> <p>(6) Il est demandé 15,000 fl. de plus pour l'administration des postes pour les frais d'estampettes pour le service de l'armée, etc.</p>
Trésorerie générale.	24,286 . 67	» . »	(3) 142,715 . 33 (4)		
Contributions directes, douanes et accises	91,800 . »	2,264,135 . »	(3) 1,293,960 . » (5)		
Enregistrement et domaines.	29,884 . 95 $\frac{1}{2}$	401,352 . 56 $\frac{1}{2}$	(3) 429,262 . 48		
Postes.	190,575 . 76 $\frac{1}{2}$	33,234 . 34 $\frac{1}{2}$	(3) 46,802 . 89 (6)		
Cadastre.	93,320 . 67 $\frac{1}{2}$	» . »	(3) 106,679 . 32 $\frac{1}{2}$		
Monnaie et garantie.	21,616 . 94 $\frac{1}{2}$	1,020 . 69 $\frac{1}{2}$	(3) 14,654 . 36		
			549,618 . »		
Restitutions et remboursements.	» . »	» . »	100,000 . »		
Remise de 4 % sur les contributions payées par anticipation.	» . »	» . »	40,000 . »		
TOTAUX.	1,449,726 . »	3,130,489 . $\frac{1}{2}$	4,118,511 . 24 $\frac{1}{2}$	8,698,726 . 25	
Les crédits accordés jusqu'à ce jour pour ces diverses dépenses sont de (décret du 15 janvier 1831.).			3,500,000 . »		
id. du 20 juillet id.			1,652,500 . »		
<i>Ensemble fl.</i>			5,152,500 . »		
Mais il faut en distraire.			204,500 . »		
affectés primitivement à l'entretien des grandes routes et canaux, cette dépense ayant été reportée au ministère de l'intérieur, il convient d'y transporter le crédit.					
<i>Reste.</i>			4,948,000 . »	4,948,000 . »	
Il est donc nécessaire d'accorder encore un crédit de.				3,750,726 . 25	
pour pouvoir satisfaire aux dépenses indispensables de l'exercice de 1831.					

CABINET

ET

SECRETARIAT GÉNÉRAL.

1	Chef de division, chargé en outre du cabinet.	fl. 2,500	
1	1 ^{er} commis, rédacteur et chef du secrétariat.	1,800	
1	1 ^{er} commis, chargé de la comptabilité et du contrôle des dépenses du ministère.	1,400	
1	1 ^{er} commis chargé de la surveillance et de la révision des expéditions, et de tout ce qui concerne l'entrée et la sortie des pièces.	1,400	
1	2 ^e commis, chargé de l'indicateur de la division, de la conservation des archives générales et de la transcription des arrêtés du Roi et du ministre.	1,200	
1	2 ^e commis, chargé de l'indicateur général du département.	900	
1	2 ^e commis, chargé du matériel du ministère, de l'expédition des mandats et de la tenue des registres y relatifs. . . .	900	
1	2 ^e commis, détaché à la division des pensions.	900	
1	Adjoint-commis.	700	
5	Expéditionnaires à 700 florins, dont un détaché à la division des pensions.	3,500	} Deux des expéditionnaires sont exclusivement employés à l'expédition de tous les paquets et lettres du département.
2	Expéditionnaires à 600 florins.	1,200	
3	<i>Id.</i> à 400 florins.	1,200	
19		17,600	